

PY Roselyne

Etat civil :

Née le 2 juin 1932 à Agde (Hérault)¹.

Famille :

Mariée, deux enfants (à la date de 1972).² On trouve une Véronique PY née le 15 mars 1957 entrée dans le secteur public le 1er juillet 1979, E.N.A. 1er février 1989. 1er février 1989 : Administrateur civil de 2^e classe. 1er février 1989 : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.³ On trouve un Sylvain PY Technicien à Evry COT qui se présente sur la “ Liste de défense professionnelle présentée par la Fédération Syndicale chrétienne des travailleurs P.T.T.-C.F.T.C. ” lors des élections du 12 mars 1980 pour la représentation du personnel auprès des Commissions administratives paritaires centrales, commission n°12.⁴

Position :

Sous-directeur d'administration centrale. Retraitée.

Formation :

Baccalauréat Sciences expérimentales, études d'anglais.⁵ E.N.S.P.T.T. 1969-1972 (un échec), 2^e/15 concours d'entrée, 11^e/14 sortie cursus E.N.A. (1971), 8^e/14 sortie E.N.S.P.T.T., 9^e général.⁶ Entrée à l'E.N.S.P.T.T. le 1er septembre 1969. Spécialité en sciences administratives lors de son cursus E.N.S.P.T.T.⁷ Diplômée E.N.S.P.T.T. 18 juillet 1972 (arrêté n°1874 du 18 juillet 1972 Ministère des Postes et Télécommunications Direction de l'enseignement supérieur administratifs Ecole nationale supérieure des P.T.T.).⁸ Ecole Supérieure des Télécommunications (1972 (sortie à l'automne 1972)).⁹ Rapport de stage Poste Paris “Un nouvel aspect de l'esprit commercial : l'ordinateur comme moyen d'information”, juin-juillet 1972.¹⁰ Rapport de stage Télécommunications Orléans : “ Les problèmes de personnel posés par l'évolution rapide des Télécommunications dans la région d'Orléans, mai 1972¹¹. A sa sortie de l'E.N.S.P.T.T. affectée à la Direction Générale des

¹ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, fiche de renseignement sur la scolarité E.N.S.P.T.T.

² A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, fiche de renseignement sur la scolarité E.N.S.P.T.T.

³ Annuaire du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, 1990, Paris, Imprimerie Nationale, 1990, p. 331. Bibliothèque du Service des Archives Economiques et Financières (Savigny-le-Temple).

⁴ Bulletin Officiel P.T.T., 1980, “ Blanc ”, diff A 35, doc 58 P. As 31, p. 26. CHP

⁵ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, classement au concours d'entrée.

⁶ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, classement au concours d'entrée.

⁷ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, fiche analytique individuelle.

⁸ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, fiche analytique individuelle.

⁹ Informations cadres, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, n°9/72, décembre 1972, Supplément à P.T.T. Syndicaliste, n°254, décembre 1972, rubrique III “ Mouvement de personnel ”, archives C.G.T.-P.T.T., Montreuil.

¹⁰ A.N., C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/9, promotion 1969-1972.

¹¹ A.N., C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/9, promotion 1969-1972.

Télécommunications.¹² Stage en entreprise à la Compagnie des Compteurs Montrouge du 3 septembre au 13 novembre 1970.¹³

Carrière :

-1954 :

6 avril 1954 : Entrée dans l'administration le 6 avril 1954, Contrôleur à Marseille Inter.¹⁴

1954-1954 : standardiste à Marseille inter.¹⁵

-1956 :

1956-1962 : Montpellier chèques, monitrice un an puis détachée au bureau d'études de la Direction Régionale des Services Postaux (D.R.S.P.) (problèmes de mécanisation des guichets financiers et des centres régionaux).

-1962 :

Inspecteur, 15 septembre 1962-1968 : Direction Supérieure de l'Enseignement (D.S.E.), création de la bibliothèque de l'E.N.S.P.T.T.^{16/17} Administrateur des Postes et Télécommunications.

-1972 :

Novembre 1972 : Sortie de l'Ecole Supérieure des Télécommunications, nommée administrateur de 2^e classe à la Direction Générale des Télécommunications (D.G.T.).¹⁸

-1975 :

1975-1976 : Chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (Marceau Long Secrétaire Général du Gouvernement 1974-1982) chargée des problèmes de déconcentration administratives.¹⁹

-1981 :

30 octobre 1981 : assiste (en même temps que entre autres B. Zuber) en tant que Chargée de mission au Secrétariat Général du Gouvernement (représente le Premier Ministre) à la réunion interministérielle sous la présidence de J. Peyrelevade (directeur adjoint du cabinet du Premier Ministre) et M. Walrave (conseiller technique au cabinet du Premier ministre) sur la majoration des tarifs téléphoniques.²⁰

¹² A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972.

¹³ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, dossier stage entreprise.

¹⁴ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, fiche de renseignement sur la scolarité E.N.S.P.T.T.

¹⁵ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, classement au concours d'entrée.

¹⁶ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, classement au concours d'entrée.

¹⁷ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 9, promotion 1969-1972, fiche de renseignement sur la scolarité E.N.S.P.T.T.

¹⁸ Informations cadres, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, n°9/72, décembre 1972, Supplément à P.T.T. Syndicaliste, n°254, décembre 1972, rubrique III "Mouvement de personnel", archives C.G.T.-P.T.T., Montreuil.

¹⁹ A.N., série F60, Services du Premier ministre, inventaire des Archives Nationales, p. 101. n° de versement au Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau (C.A.C.) 880003.

²⁰ Compte rendu de la réunion interministérielle du 30 octobre 1981, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 19840662/3 (F90 bis 6128).

-1982 :

22 janvier 1982 : Bernard Zuber alors chargé de mission au cabinet du ministre des PTT, fait envoyer à Mme. Py les propositions du ministère des PTT et de la Direction Générale des Postes en vue de la réunion interministérielle (avec les ministères de l'Economie et des Finances, du Budget, du Plan et de l'Aménagement du Territoire, de l'Industrie) en prévision d'une réunion avec ces divers ministères à propos de la mise en place de la Charte de gestion à moyen terme des Postes et Télécommunications.²¹

-1983-1988 :

Sous-directeur à la direction générale de l'administration et de la fonction publique, secrétariat général du gouvernement.²²

-1984 :

Administrateur du Centre d'Etudes des Systèmes d'Information des Administrations (C.E.S.I.A.) depuis 1984.²³

-1972 :

Juillet 1972 : Administrateur de 2ème classe, DGP.²⁴

-1975 :

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + Commission Ihelé²⁵, ministère Intérieur) du 20 novembre 1975 sous la présidence de M. Dieudonné Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : déconcentration de la décision de la fermeture des débits de boisson, pouvoir d'approbation par le Préfet des opérations de location-vente, paiement par la préfecture des frais d'imprimerie lors des campagnes électorales factures réglées avec retard par le ministère de l'Intérieur, indemnités ou avantages octroyés par les départements et les communes à leurs fonctionnaires soumis à l'approbation de l'Intérieur pour un montant > à 2000 F./an.²⁶

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + Cabinet du Premier ministre, Commission Ihelé, ministère Intérieur, Education) du 27 novembre 1975 sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : Mesures pour les travaux de décoration des établissements scolaires jusqu'à concurrence de 50 000 F.,

²¹ Note de B. Zuber aux membres du cabinet du ministre des P.T.T. et à la Direction générale des Postes, 22 janvier 1982, annotation de bas de page : " Envoyer à Mme. PY (mais ne pas la porter sur la liste) ", archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 19840662/3 (F90 bis 6128).

²² Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, Premier Ministre, t. 1., " L'administration française, les ministères ", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 26 novembre 1985, Bibliothèque du Service des Archives Economiques et Financières (Savigny-le-Temple).

²³ A.N., 950497, carton 26, E.N.S.P.T.T., promotion 1977-1980, lettre du directeur des études de l'E.N.S.P.T.T. , R. Fort, 13 mars 1980.

²⁴ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1973, p. 30. BHPT : PC 00463.

²⁵ Jean Ihelé, président de la Commission Ihelé depuis sa création en 1970, Conseiller-maître à la Cour des comptes. Le Monde, 13 avril 1976, p. 12. Contrôle en particulier l'Etablissement Public TDF pour la gestion comptable 1978 et 1979. A.N., C.A.C., 19840662/2.

²⁶ Compte rendu de la réunion interministérielle du 20 novembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 596, Dossier " Déconcentration ".

Présidence du Comité de conciliation entre l'Etat et les Ets. privés confiée au Préfet du Département, Contrôle des cours professés en dehors des heures de classe aux enfants d'immigrés, utilisation des fonds scolaires confiés aux Ets. publiques ou privés.²⁷

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + Cabinet Premier ministre, Commission Ihele, ministères Intérieur, Equipement) du 1er décembre 1975 sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : Crédits concernant les plans de circulation; restauration immobilière groupée et plans de masse en matière de rénovation urbaine; Approbation par le Préfet des sociétés d'HLM plutôt que par l'Equipement, infractions au code de l'urbanisme constatées par le Préfet plutôt que par l'Equipement.²⁸

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + Cabinet Premier ministre, Commission Ihelé, ministères Intérieur, Agriculture) du 8 décembre 1975 sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : conception abusive de la déconcentration lors de l'octroi des pouvoirs à l'Ingénieur général du Génie rural, des Eaux et forêts; procédure transmission des dossiers d'aide financière de l'Etat au stockage et à la transformation des produits agricoles; déconcentration du contrôle des produits laitiers achetés par Interlait.²⁹

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + Cabinet Premier ministre, Commission Ihelé, ministères Intérieur, Secr. d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Fonction Publique) du 11 décembre 1975 sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : déconcentration en matière de gestion des personnels des services extérieurs dévolu au préfet de département; recrutement du personnel vacataire dévolu au niveau des directeurs départementaux; recrutement des fonctionnaires B C D sur base régionale ou interministérielle.³⁰

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + Cabinet Premier ministre, Commission Ihele, ministères Intérieur, Qualité de la vie, Culture) du 15 décembre 1975 sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : Déconcentration des procédures de classement à l'inventaire supplémentaire des sites et monuments historiques.³¹

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle (S.G.G. + ministères Intérieur, Justice, Défense, Industrie & Recherche, Commerce & Artisanat, Transports, Formation Professionnelle) du 18 décembre 1975 sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : déconcentration qui porte sur l'approbation de conventions concernant la rémunération des stagiaires de la Formation Professionnelle.

²⁷ Compte rendu de la réunion interministérielle du 27 novembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 596, Dossier " Déconcentration ".

²⁸Compte rendu de la réunion interministérielle du 1er décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 596, Dossier " Déconcentration ".

²⁹Compte rendu de la réunion interministérielle du 1er décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 596, Dossier " Déconcentration ".

³⁰Compte rendu de la réunion interministérielle du 11 décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 596, Dossier " Déconcentration ".

³¹Compte rendu de la réunion interministérielle du 15 décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 597, Dossier " Déconcentration, Culture ".

Mesures proposées par les Préfets de Région et par l'Inspection Générale de l'Administration. Moyens de d'intégrer les Chambres de Commerce et d'Industrie dans l'action économique de l'Etat au niveau régional ou départemental (participer à l'approbation des budgets et comptes des C.C.I., inconvénients d'une déconcentration de la tutelle sur les C.C.I. dont les budgets et emprunts sont inférieurs à 10MF; permis de visite accordé dans tous les cas par le directeur d'établissement pénitencier pour les condamnés. Simplification des procédures concernant la réparation du matériel de santé scolaire et gestion par la D.A.S.S., limitation des pouvoirs du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en faveur du conseil départemental d'hygiène.³²

Participe à la réunion interministérielle du 22 décembre 1975 (S.G.G. , Cabinet du Premier Ministre, Commission Ihele, Ministère Intérieur, Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications) sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : il est admis que " Les dispositions tarifaires appliquées par le service postal à certains usagers importants peuvent parfaitement donner lieu, à l'intérieur d'une marge de manoeuvre pré établie, à une mesure de déconcentration au niveau régional. "; le S.G.G. demande aux P. et T. de présenter une note sur les problèmes de l'organisation des distributions postales motorisées en milieu urbain et rural; Une circulaire sera établie pour déconcentrer au niveau du directeur départemental le pouvoir de décider de l'installation des boîtes aux lettres supplémentaires pour automobilistes; demande d'évaluation des problèmes posés par le transfert de compétences au niveau départemental des nominations titularisations réintégrations des personnel B et C; transfert au Directeur départemental des pouvoirs du Directeur régional en matière d'approbation des études de création ou de suppression de certains établissements secondaires (agences postales) et création de guichets annexe; Seuil de compétence du directeur départemental relevé en matière d'agrément de devis de réparation des véhicules et de remplacement de ceux-ci; le S.G.G. demande que les procédures de décision en matière de bâtiments : construction, réaménagement, acquisition, fassent l'objet d'une étude de déconcentration de la part du Secrétariat d'Etat aux P. et T. ³³

Participe à la réunion interministérielle du 23 décembre 1975 (S.G.G. , Commission Ihele, Ministère Intérieur, Travail) sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) : Simplification de la procédure de paiement des aides à la mobilité géographique concerne le ministère du Travail en accord avec le ministère de l'économie et des finances; Gestion du personnel auxiliaire : déconcentrer l'instruction du dossier au niveau du département; déconcentration des crédits de fonctionnement des directions départementales des ministères du Travail et de la main d'oeuvres; indemnités de chômage partiel à la compétence du Préfet.³⁴

-1976 :

Participe en tant que chargée de mission au S.G.G. à la réunion interministérielle du 17 mars 1976 présidée par M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) (S.G.G. + Ministère Intérieur,

³²Compte rendu de la réunion interministérielle du 18 décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 597, Dossier " Déconcentration, formation professionnelle ".

³³Compte rendu de la réunion interministérielle du 22 décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 596, Dossier " Déconcentration ".

³⁴ Compte rendu de la réunion interministérielle du 23 décembre 1975 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 597, Dossier " Déconcentration, Travail ".

Equipement, Agriculture, Qualité de la vie, Santé, Industrie & Recherche) sur le projet de décret modifiant le décret n°61-987 du 24 août 1961 relatif au Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France : évaluation de la pollution produite par habitant, soumission obligatoire au Conseil Supérieur d'Hygiène publique de France des projets d'alimentation en eau potable et ceux d'assainissement des eaux, soumission à l'avis du Conseil Supérieur de l'Hygiène publique en France les projets d'assainissement comportant des rejets d'effluents en mer ou dans un canal ou sur le sol (épandage). Le projet de décret est adopté par la réunion interministérielle.³⁵

-1989 :

Février 1989 : Chargée de mission auprès du directeur général de la Poste.

-1990 :

1er Janvier 1990 : Nommée au grade de sous-directeur, administrateur hors classe, administration centrale, DGP.³⁶

Lors de l'élaboration du programme d'action pour 1991 du Contrôle Général, Y. Cousquer demande à H. Capelle (Directeur du Contrôle Général) de mettre à l'étude l'éventuel assujettissement de La Poste au paiement de la TVA. H. Capelle confie à R. PY (Contrôleur Général) l'élaboration d'une note sur la question assistée en fin d'étude de M. Louis Navarre.³⁷

-1991 :

Novembre 1991 : Membre (en temps que contributeur) du groupe de travail (avec MM. Baudienville, Le Gros, en tant que contributeurs; avec M. Sevalle en tant que Rapporteur) chargé d'émettre un avis sur la viabilité du système " ANTOINE " permettant le suivi de tous les objets transportés par EMS-Chronopost. Mme. Py effectue des visites dans les départements de la Marne, Meuse, Sarthe. Rapport rendu en février 1992.³⁸

-1992 :

1er février 1992 : Rédige en tant que Contrôleur Général avec Jean Camio, J. Genet, M. Le Gros, un rapport sur le " Bilan de l'informatisation des guichets ".³⁹

Février 1992 : Rend le rapport auquel elle a contribué avec Baudienville, Le Gros et Michel Sevalle/Contrôle Général de La Poste, " Evaluation du système Antoine. Eventualité d'une extension à d'autres objets postaux ", s.d. [février 1992].⁴⁰

³⁵Compte rendu de la réunion interministérielle du 17 mars 1976 tenue sous la présidence de M. Mandelkern (Directeur au S.G.G.) , archives du Secrétariat Général du Gouvernement, Premier Ministre, A.N., C.A.C., 19880003/98, S.G.G./DOC 597, Dossier " Déconcentration, Textes à publier, 2è train", sous-dossier Santé.

³⁶Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1990, rubrique 1. BHPT : PC 00463.

³⁷Note de H. Capelle à Y. Cousquer, 2 janvier 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

³⁸Note et calendrier du rapport, " Le système Antoine ", 18 novembre 1991, et Michel Sevalle/Contrôle Général de La Poste, " Evaluation du système Antoine. Eventualité d'une extension à d'autres objets postaux ", s.d. [février 1992], archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/6.

³⁹R. Py, J. Camio, J. Genet, M. Le Gros, " Bilan de l'informatisation des guichets ", rapport de Contrôle Général (Rapporteur Jacques Genet), 1er février 1992, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

Activités politiques, syndicales, associatives :

-1977 :

A la date de 1977, on trouve un Raymond PY syndiqué à la C.F.D.T. et membre du nouveau bureau national de la C.F.D.T., secrétaire fédéral P.T.T. en 1977.⁴¹

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Chevalier des Palmes académiques.

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

-1964 :

En collaboration : Traité de science administrative, Paris, Mouton, 1964.

-1972 :

En collaboration : La consultation dans l'administration contemporaine, Paris, Cujas, 1972.

-1978 :

“ Le Secrétariat général du Gouvernement ”, Revue des P.T.T. de France, n°6, 1978.

-1985 :

“ Le Secrétariat général du Gouvernement ”, Notes et Etudes Documentaires, n°4779, 1985.

-1980 :

Mars 1980 : Intervient le 20 mars 1980 à l'E.N.S.P.T.T. sur le thème “Les astreintes : projet de loi en cours d'étude.” dans le cadre des journées d'études consacrées à La relation Administration-Administré.⁴²

-1991 :

Janvier 1991 : Rédige une note pour le Président de La Poste (Y. Cousquer, à la demande de H. Capelle) sur l'assujettissement de La Poste au paiement de la TVA (I - L'état actuel du droit; 1 - 1 Le droit national; 1 - 2 Le droit européen; 1 - 3 La situation de certains services postaux en Europe; II - L'impact de la TVA sur la gestion de La Poste; 2 - 1 Les difficultés de la fixation des bases de l'imposition; 2 - 2 Les incidences sur la gestion; b - Les effets négatifs, b - Les effets positifs; III - Simulations sur quelques hypothèses; 3 - 1 Les hypothèses retenues; A - Conditions générales de calcul de la TVA; b - Etendue de l'assujettissement; c - Hypothèses concernant la TVA à récupérer; d - Incidence de l'assujettissement en matière de taxe sur les salaires; 3 - 2 Les résultats;⁴³

-1992 :

1er février 1992 : Rédige en tant que Contrôleur Général avec Jean Camio, J. Genet, M. Le Gros, un rapport sur le “ Bilan de l'informatisation des guichets ”, (1-La politique d'informatisation des guichets; 2-Les aspects techniques de l'opération; 3-La maintenance; 4-Les aspects économiques de l'opération; 5-Etat actuel de réalisation; 6-Répercussion sur la

⁴⁰ Note et calendrier du rapport, “ Le système Antoine ”, 18 novembre 1991, et Michel Sevalle/Contrôle Général de La Poste, “ Evaluation du système Antoine. Eventualité d'une extension à d'autres objets postaux ”, s.d. [février 1992], archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/6.

⁴¹ “ Le nouveau bureau national ”, Le Lien professionnel, C.F.D.T.-P.T.T., n°392, mai - juin 1977, p. 8, archives C.G.T.-P.T.T.

⁴² A.N., 950497, carton 26, E.N.S.P.T.T., promotion 1977-1980, lettre du directeur des études de l'E.N.S.P.T.T. R Fort, 13 mars 1980.

⁴³ Note de H. Capelle à Y. Cousquer, 2 janvier 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

qualité commerciale du service; 7-Répercussion sur les conditions de travail du personnel; 8- Les équipements libre-service).⁴⁴

Février 1992 : Rend le rapport auquel elle a contribué avec Baudienville, Le Gros et Michel Sevalle/Contrôle Général de La Poste, “ Evaluation du système Antoine. Eventualité d’une extension à d’autres objets postaux ”, s.d. [février 1992] (1 - Le constat; 1 -Les limites de l’application “ Antoine ”; 1-1-1-Elles sont originelles; 1-1-2-Elles ont été repoussées une première fois; 1-1-3-Principales insuffisances; 1-1-4-Autres modifications apportées sur des points particuliers; 1-2-Les insuffisances organisationnelles; 1-2-1-Au bureau de dépôt; 1-2-2-Au centre de concentration; 1-2-3-Au centre de dispersion; 1-2-4-Au bureau de distribution; 1-2-5-Problème des réclamations; 1-3-Conclusion partielle; 2-Perspectives d’amélioration du système “ Antoine ”; 2-1-Raisons qui ont conduit à prévoir une évolution caractéristique; 2-2-Améliorations à apporter pour le suivi et la facturation; 2-2-1-Au bureau de dépôt; 2-2-2-Pendant l’acheminement; 2-2-3-Au bureau d’arrivée; 2-3-Autres améliorations à intégrer; 2-3-1-Evénement “ fin de vie ”; 2-3-2-Saisie mobile; 3-Problèmes de mise en oeuvre; 3-1-Modification de l’organisation de la transmission des données; 3-2-Refonte de l’organisation SFMI en Ile-de-France; 3-3-Intégration T.N.T.; 4-Conclusion; 5-Réflexion sur les perspectives d’extension au suivi d’autres objets postaux; 5-1-Quel objet postal; 5-2-Ce suivi doit-il être obligatoirement effectué avec “ Antoine ”; 5-3-Conclusion.)⁴⁵

⁴⁴ R. Py, J. Camio, J. Genet, M. Le Gros, “ Bilan de l’informatisation des guichets ”, rapport de Contrôle Général (Rapporteur Jacques Genet), 1er février 1992, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

⁴⁵ Note et calendrier du rapport, “ Le système Antoine ”, 18 novembre 1991, et Michel Sevalle/Contrôle Général de La Poste, “ Evaluation du système Antoine. Eventualité d’une extension à d’autres objets postaux ”, s.d. [février 1992], archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/6.